

« Que Ségolène Royal vienne voir ! »

L'Union mines métallurgie d'Alsace CFDT, membre du collectif Destocamine adresse une lettre ouverte à Ségolène Royale.

IL INVITE LA MINISTRE DE L'ÉCOLOGIE, à descendre au fond de la mine.

Avant que soit abordé le contenu de la lettre ouverte adressée par l'Union mines métallurgie d'Alsace CFDT à la ministre de l'écologie Ségolène Royale, Yann Flory, porte-parole du collectif Destocamine rebondit sur le communiqué des MDPA paru le 18 novembre dans nos pages : « Nous présenter comme un groupement sans personnalité morale ni responsable devant la société civile est minable ; M. Rollet veut discréditer notre collectif, c'est inadmissible. Stocamine est un scandale d'Etat et un crime contre les générations futures. La loi impose la réversibilité. »

L'industrie française est ternie par ce dossier

Etienne Chamik, ancien mineur, autre représentant du collectif, intervient également : « Actuellement la phase de déstockage est très facile pour les mineurs mais ce qui est fait est insensé. On déplace des produits pour en sortir d'autres. Les dépenses pour la surveillance qui coûte déjà 5 millions par an et le coût de la future pollution seront réduits à presque zéro si on déstocke tout. On n'a pas besoin de tout mettre en Allemagne, seulement les



L'UMM d'Alsace CFDT adresse une lettre ouverte à Ségolène Royale et l'invite à visiter le stockage souterrain à la mine Joseph Else. PHOTO DNA

19 000 tonnes de déchets de classe 0 ; les déchets de classe 1 on peut les mettre en Lorraine ; le groupe Sécché, responsable de ce qui est arrivé, devrait fournir un stockage gratuit. »

En désaccord avec l'arbitrage de Ségolène Royal

« Nous voulons maintenant aller au-delà des polémiques concernant Socamine, explique ensuite André Blasco chargé de mission à l'Union mines métallurgie (UMM) d'Alsace CFDT. L'image de l'industrie française, déjà en mauvaise posture, est ternie par ce dossier qui tourne en rond. »

Il présente alors la lettre ouverte de trois pages. Lettre qui rappelle les faits, les risques aujourd'hui, la position et les exigences de la CFDT :

« Nous sommes en désaccord avec votre arbitrage décidant du retrait de 93 % des déchets mercuriels. Un stockage ne peut se transformer en enfouissement définitif. La Région, ses habitants, des élus de tous bords, les associations et les syndicats regroupés dans le collectif Destocamine réclament le retrait des déchets du sous-sol alsacien. »

La lettre se termine par une invitation : « Nous vous proposons une rencontre sur le site de la mine afin de constater les conditions de stockage et l'insécurité en découlant ». Proposition reprise avec conviction par l'un des membres du syndicat : « Que Ségolène Royale vienne voir comment ça se présente au fond. Elle comprendra qu'on ne peut pas laisser les déchets ! » ■

M.H.

"DNA" - 26 Novembre 2015 -